



**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2012

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

TABLE DES MATIÈRES

Mesures non conformes aux IFRS	3
Déclarations prospectives	4
Aperçu général.....	4
Activités abandonnées.....	5
Résultats d'exploitation	6
Opérations sur devises	6
Ventes consolidées	8
<i>Répartition géographique des ventes</i>	<i>9</i>
Marge brute	9
Frais de vente et d'administration	10
Résultat opérationnel	10
Frais financiers	11
Charge d'impôt sur le résultat	11
Résultat net	11
Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global	12
Flux de trésorerie et situation financière	13
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>13</i>
<i>Activités opérationnelles</i>	<i>14</i>
<i>Activités d'investissement</i>	<i>16</i>
<i>Activités de financement.....</i>	<i>17</i>
Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions.....	18
Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées	19
Bilans consolidés.....	19
Aide gouvernementale.....	22
Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels	23
Événement subséquent — Distribution spéciale aux actionnaires	24
Conjoncture financière et économique.....	25
Modifications futures de conventions comptables.....	26
Contrôles et procédures internes	27
Risques et incertitudes	28
Données financières trimestrielles choisies	29
Perspectives.....	29
Renseignements supplémentaires et information continue	30

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« analyse ») vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek inc. et de ses filiales (« Héroux-Devtek » ou « la Société ») entre le 31 mars 2012 et le 30 septembre 2012. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie des périodes de trois et six mois closes les 30 septembre 2012 à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour la période de trois mois close le 30 juin 2012 et la période de six mois close le 30 septembre 2012, de même qu'avec les états financiers consolidés audités et l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de l'exercice clos le 31 mars 2012. Ces documents sont disponibles sur le site Web de la Société au www.herouxdevtek.com. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est fondée sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société préparés conformément à l'IAS 34, Information financière intermédiaire et utilise le dollar canadien comme monnaie de présentation. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans cette analyse sont exprimés en dollars canadiens.

Mesures non conformes aux IFRS

La Société utilise le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») pour évaluer sa performance financière. Le BAIIA est une mesure financière qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. La direction et les investisseurs estiment toutefois que cette mesure leur procure une information utile pour évaluer la rentabilité, les flux de trésorerie et la capacité de la Société à générer les fonds nécessaires au financement de ses activités et à ses besoins de dépenses en immobilisations.

Le BAIIA des activités poursuivies de la Société, constituées essentiellement des activités de la ligne de produits Trains d'atterrissage et de Magtron (se reporter à la rubrique intitulée « Activités abandonnées » plus loin), est calculé comme suit :

(000 \$)	<u>Trimestres clos</u>		<u>Six mois clos</u>	
	<u>les 30 septembre</u>		<u>les 30 septembre</u>	
	2012	2011	2012	2011
Résultat net découlant des activités poursuivies	2 724	2 481	5 749	5 768
Impôt sur le résultat	197	519	1 189	1 460
Frais financiers	947	919	1 943	1 772
Charge d'amortissement	3 104	3 381	6 344	6 796
BAIIA	6 972	7 300	15 225	15 796

Déclarations prospectives

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Héroux-Devtek, notamment l'évaluation par la direction des projets et des opérations à venir, certaines déclarations de la présente analyse constituent des déclarations prospectives soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que le rendement réel de la Société diffère grandement de celui indiqué ou sous-entendu par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales et, en particulier, la conjoncture au Canada et aux États-Unis; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; les variations des taux de change ou d'intérêt; la volatilité des marchés boursiers et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation canadiennes, américaines et internationales. Certains de ces facteurs font l'objet d'une description plus détaillée à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » de la présente analyse. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Bien que la Société estime que les attentes exprimées par le biais des déclarations prospectives sont fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations prospectives, rien ne peut garantir que ces prévisions se révéleront exactes. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, doivent être considérées expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

Aperçu général

Le 31 août 2012, la Société a finalisé la vente de la quasi-totalité des activités relatives à sa ligne de produits Aérostructure et à sa ligne de produits Industriels (la « transaction de vente ») (se reporter à la rubrique intitulée « Activités abandonnées » ci-après. À la suite de cette transaction, Héroux-Devtek et ses filiales se spécialisent principalement dans la conception, la mise au point, la fabrication ainsi que la réparation et l'entretien de systèmes et de composants de trains d'atterrissage destinés principalement au marché de l'aérospatiale. La Société a également bâti une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue.

La Société est la troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale et offre aux secteurs commercial et militaire du marché de l'aérospatiale de nouveaux systèmes et composants de trains d'atterrissage de même que des produits et services sur le marché secondaire (y compris des pièces de rechange et des services d'entretien et de réparation). Dans le secteur commercial, la Société est présente sur les marchés des gros porteurs commerciaux, des jets d'affaires, des avions régionaux et des hélicoptères. Dans le secteur militaire, la Société fournit des pièces et des services destinés à l'ensemble des principaux programmes d'avions

militaires, principalement aux États-Unis. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés pour la plupart aux États-Unis et au Canada.

La Société a son siège social à Longueuil, au Québec, et possède des installations dans le Grand Montréal (Longueuil, Laval et Saint-Hubert), à Kitchener et à Toronto, en Ontario, ainsi qu'à Springfield et à Cleveland, dans l'Ohio. Toutes les installations se consacrent à la fabrication de systèmes et de composants de trains d'atterrissage, à l'exception de l'usine de Toronto (« Magtron ») qui fabrique des boîtiers électroniques, des échangeurs thermiques et des caissons pour les fournisseurs de radars de bord, de systèmes électro-optiques et de commandes d'aéronefs. Cette usine offre des compétences technologiques en matière de brasage sous vide et de brasage par immersion pour l'assemblage des métaux et est devenue la première installation de brasage sous vide de l'aluminium au Canada à obtenir l'accréditation Nadcap.

Activités abandonnées

Le 16 juillet 2012, la Société a signé une entente définitive en vue de la vente de la quasi-totalité des activités relatives à sa ligne de produits Aérostructure et à sa ligne de produits Industriels à Precision Castparts Corporation (« PCC »), une société publique cotée à la Bourse de New York. Les actifs nets acquis par PCC comprennent les sites de fabrication de la ligne de produits Aérostructure de la Société situés à Dorval (Québec), Querétaro (Mexique) et Arlington (Texas), ainsi que les sites de fabrication de la ligne de produits Industriels situés à Cincinnati (Ohio).

La transaction de vente a été conclue le 31 août 2012. Le produit brut de la vente, incluant les ajustements postérieurs à la clôture qui doivent être finalisés d'ici la fin du trimestre en cours, s'élève à 298,1 millions de dollars, essentiellement en espèces, alors que, déduction faite des impôts et des frais connexes, le produit net de la vente atteint 232,0 millions de dollars. Le gain de 157,7 millions de dollars réalisé sur la transaction de vente, déduction faite des impôts connexes de 50,6 millions de dollars, s'élève à 107,1 millions de dollars.

Le résultat net des activités abandonnées et découlant de la transaction de vente est constitué des éléments suivants :

(000 \$)	<u>Trimestres clos les</u>		<u>Six mois clos les 30</u>	
	<u>30 septembre</u>		<u>septembre</u>	
	2012	2011	2012	2011
Gain net réalisé sur la transaction de vente	107 126	-	107 126	-
Résultat net des activités vendues ⁽¹⁾	2 874	2 331	6 132	4 841
Résultat net des activités abandonnées	110 000	2 331	113 258	4 841

⁽¹⁾ Jusqu'au 31 août 2012.

Parallèlement à la transaction de vente, la Société a procédé au remboursement d'obligations au titre de contrats de location-financement de 16 millions de dollars et au remboursement d'un prêt des autorités gouvernementales d'un million de dollars se rattachant aux activités vendues. La Société a également effectué un remboursement partiel de 37,5 millions de dollars US (37,0

millions de dollars) sur le montant prélevé sur la facilité de crédit bancaire consortiale (la « facilité de crédit ») et racheté deux des trois ententes de swaps de taux d'intérêt en vigueur, représentant un montant nominal total de 30 millions de dollars US, pour un coût total de 1,7 million de dollars qui a été comptabilisé à titre de frais de transaction imputés à la transaction de vente.

Les ventes, la marge brute, le résultat opérationnel et le BAIIA des activités poursuivies et abandonnées représentaient les montants suivants pour le dernier exercice financier clos le 31 mars 2012 :

	<u>Total</u> <u>Consolidé</u> (000 \$)	<u>Activités</u> <u>abandonnées</u> (000 \$)	<u>Activités</u> <u>poursuivies</u> (000 \$)
Ventes	380 336	126 808	253 528
Marge brute	67 630	24 923	42 707
Résultat opérationnel	40 669	16 841	23 828
BAIIA	64 722	27 275	37 447

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Suite à la transaction de vente expliquée plus haut, les revenus et les charges des activités abandonnées sont désormais présentés séparément des revenus et des charges des activités poursuivies, jusqu'au niveau du résultat net aux états des résultats consolidés pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2012, ainsi que les périodes comparables de l'exercice précédent.

Antérieurement à la transaction de vente, la ligne de produits Aérostructure faisait partie du secteur de l'aérospatiale de la Société, tandis que la ligne de produits Industriels constituait le secteur Industriel. Par conséquent, toutes les activités ayant été vendues sont désormais exclues de l'information sectorielle de la Société. À la suite de cette transaction de vente, la Société n'oeuvre désormais que dans le secteur de l'aérospatiale et est constituée essentiellement de la ligne de produits Trains d'atterrissage et de Magtron.

Opérations sur devises

La Société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des revenus (ventes), des dépenses et des éléments d'actif et de passif de ses établissements étrangers autonomes, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars US. Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions, à l'exception des contrats de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen de l'exercice. Les contrats de change à terme, aux fins de la comptabilité de couverture, sont classés comme couvertures de flux de trésorerie conformément aux conventions comptables de la Société. Les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs

monétaires libellés en devises ainsi que les éléments d'actif et de passif des établissements à l'étranger. Les taux de change moyens pour les périodes de trois et six mois closes les 30 septembre 2012 et 2011, ainsi que les taux de clôture au 30 septembre 2012 et au 31 mars 2012 s'établissaient comme suit (\$ CA/équivalent 1 \$ US) :

Taux de change Canada / États-Unis	30 sept. 2012	30 sept. 2011
Taux moyen pour les trimestres clos	<u>0,9948</u>	<u>0,9802</u>
Taux moyen pour les six mois clos	<u>1,0025</u>	<u>0,9739</u>
Taux de change Canada / États-Unis	30 sept. 2012	31 mars 2012
Taux de clôture au	<u>0,9832</u>	<u>0,9975</u>

Comme il est indiqué ci-dessus, pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2012, la valeur moyenne du dollar canadien, par rapport à celle du dollar américain, a diminué respectivement de 1,5 % et 2,9 % d'un exercice à l'autre. Globalement, la variation du taux de clôture depuis le 31 mars 2012 n'a eu aucune incidence importante sur les postes du bilan libellés en dollars US de la Société à la fin de ce trimestre, comparativement aux soldes de fin d'année de l'exercice précédent. L'incidence de la fluctuation des devises sur les ventes, la marge brute et certains éléments précis du bilan de la Société est présentée plus loin dans la présente analyse.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés, conformément à sa politique de couverture, pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises (dollar canadien par rapport au dollar américain) et en atténuer les effets. Au 30 septembre 2012, la Société était partie à des contrats de change à terme pour la vente de 136,3 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0498. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates entre les mois d'octobre 2012 et mars 2016; la plupart d'entre eux arriveront toutefois à échéance au cours du présent exercice et du suivant.

Au 30 septembre 2012, la Société avait également conclu des contrats de change à terme pour la vente de 4,7 millions de dollars US assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,2262. Ces contrats viennent tous à échéance au cours de l'exercice 2014 et visent à couvrir les risques de change (dollar canadien par rapport au dollar américain) liés à certains instruments dérivés incorporés.

Les résultats et principales fluctuations des activités poursuivies pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2012 (en tenant compte du fait que le niveau des ventes au deuxième trimestre de la Société est habituellement moins élevé que lors des autres trimestres en raison de la période des vacances et des arrêts de production dans les usines) se présentent comme suit :

Ventes consolidées

Les ventes consolidées pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2012 ont progressé de 2,2 millions de dollars, ou 4,0 %, pour atteindre 57,7 millions de dollars, comparativement à celles de 55,5 millions de dollars réalisées lors de l'exercice précédent. Cette progression est principalement attribuable à un accroissement des ventes dans le secteur commercial qui a été en partie contrebalancé par l'incidence négative des fluctuations des taux de change qui a eu pour effet de réduire les ventes consolidées de 0,3 million de dollars, ou 0,5 %, par rapport à l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, les ventes consolidées s'élèvent à 121,5 millions de dollars, en hausse de 4,0 % par rapport aux ventes de 116,8 millions de dollars réalisées l'an dernier. Cette augmentation est attribuable à une progression de 12,3 % des ventes dans le secteur commercial, attribuable principalement à l'augmentation des cadences de production des programmes de gros porteurs commerciaux et de jets d'affaires. Les fluctuations des taux de change n'ont pas eu d'impact important durant les six premiers mois de l'exercice en cours.

Les ventes consolidées peuvent être ventilées comme suit :

	<u>Trimestres clos</u>				<u>Six mois clos</u>			
	<u>les 30 septembre</u>				<u>les 30 septembre</u>			
	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>Variation</u>		<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>Variation</u>	
	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>%</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>%</u>
Militaire ⁽¹⁾	32 834	33 950	(1 116)	(3,3)	70 312	71 196	(884)	(1,2)
Commercial	24 850	21 514	3 336	15,5	51 152	45 560	5 592	12,3
Total	57 684	55 464	2 220	4,0	121 464	116 756	4 708	4,0

(1) : Inclut les produits militaires vendus à des clients civils et à des gouvernements.

Les ventes des produits militaires durant le trimestre ont fléchi de 1,1 million de dollars, ou 3,3 %, par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 32,8 millions. Depuis le début de l'exercice, les ventes de produits militaires ont reculé de 0,9 million de dollars, ou 1,2 %, par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 70,3 millions de dollars. Le recul des ventes pour le trimestre et depuis le début de l'exercice est essentiellement attribuable à une baisse des ventes de boîtiers électroniques et de caissons à l'usine Magtron.

Les ventes commerciales ont augmenté de 3,3 millions de dollars, ou 15,5 %, durant le trimestre, pour s'établir à 24,9 millions de dollars. Depuis le début de l'exercice, les ventes ont progressé de 5,6 millions de dollars, ou 12,3 % par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre 51,2 millions de dollars. Ces hausses sont attribuables à la progression des ventes liées aux programmes de gros porteurs commerciaux, en raison essentiellement de l'augmentation de la cadence de production du programme du A-340 et de l'accélération de la production du programme du B-787. Elles traduisent également l'impact de l'augmentation du rythme de production de certains programmes de jets d'affaires, principalement le programme du Challenger, et d'une hausse des ventes réalisées sur le marché secondaire en lien avec les programmes des LJ-45 et CL-415 de Bombardier.

Répartition géographique des ventes

La répartition géographique des ventes de la Société s'est établie comme suit :

	<u>Trimestres clos les</u>		<u>Six mois clos les</u>	
	<u>30 septembre</u>		<u>30 septembre</u>	
	2012	2011	2012	2011
	(%)	(%)	(%)	(%)
Canada	33	27	30	28
États-Unis	62	70	65	69
International	5	3	5	3
Total	100	100	100	100

L'évolution de la répartition géographique des ventes au deuxième trimestre ainsi qu'au cours des six premiers mois, par rapport à l'exercice précédent, traduit essentiellement l'impact de l'accroissement des ventes commerciales réalisées sur le marché secondaire au Canada et l'augmentation des ventes commerciales effectuées auprès de certains clients européens (principalement dans le cadre du programme du A-340).

Marge brute

La marge brute consolidée, exprimée en pourcentage des ventes, a diminué ce trimestre de 1,1 % par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 13,6 %, comparativement à 14,7 % l'an dernier. Depuis le début de l'exercice, elle atteint 15,1 %, soit le même niveau que lors de l'exercice précédent.

Les fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain ont eu, ce trimestre, un impact négatif sur la marge brute en dollars de la Société de 0,3 million de dollars, ou 0,4 % lorsqu'exprimée en pourcentage des ventes et, depuis le début de l'exercice, de 0,4 million de dollars, ou 0,3 % lorsqu'exprimée en pourcentage des ventes. Outre la couverture naturelle découlant des achats de matières premières effectués en dollars américains, la Société a recours à des contrats de change à terme afin d'atténuer les répercussions des fluctuations des devises.

Pour le trimestre et depuis le début de l'exercice, la marge brute consolidée a été affectée par une hausse des coûts non récurrents engagés pour le développement d'un nouveau programme de système de train d'atterrissage et par une sous-imputation plus importante de certains coûts de fabrication en raison d'une baisse du volume de production à l'usine Magtron. Depuis le début de l'exercice, ces incidences négatives sur la marge brute ont été contrebalancées par une composition des ventes plus avantageuse et certaines améliorations apportées aux activités de fabrication au premier trimestre de l'exercice en cours.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont établis comme suit :

	<u>Trimestres clos les</u>		<u>Six mois clos</u>	
	<u>30 septembre</u>		<u>les 30 septembre</u>	
	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Frais de vente et d'administration (000 \$)	3 997	4 239	9 463	8 600
Pourcentage des ventes	6,9	7,6	7,8	7,4

Les frais de vente et d'administration se sont chiffrés à 4,0 millions de dollars, ou 6,9 % des ventes, pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, soit une baisse de 0,2 million de dollars, ou 0,7 % des ventes, par rapport à ceux de 4,2 millions de dollars, ou 7,6 % des ventes, constatés lors de l'exercice précédent. Pour le trimestre, la charge relative à la rémunération fondée sur des actions a augmenté de 1,0 million de dollars par rapport à l'exercice précédent, traduisant l'appréciation du cours de l'action de la Société à la Bourse de Toronto. Cette charge plus élevée a été plus que contrebalancée par une baisse des honoraires professionnels en comparaison de l'exercice précédent. Pour le trimestre, la perte de change subie lors de la conversion d'actifs monétaires nets et incluse dans les frais de vente et d'administration a été négligeable, alors que l'an dernier, cette conversion avait donné lieu à un gain de 0,3 million de dollars.

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2012, les frais de vente et d'administration se sont élevés à 9,5 millions de dollars, ou 7,8 % des ventes, en hausse de 0,9 million de dollars, ou 0,4 % des ventes, par rapport aux frais de 8,6 millions de dollars, ou 7,4 % des ventes, engagés l'an dernier. Cette situation s'explique essentiellement par une hausse de 0,8 million de dollars de la charge relative à la rémunération fondée sur des actions par rapport à l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, la perte subie lors de la conversion d'actifs monétaires nets a également été négligeable, alors qu'un gain de 0,2 million de dollars avait été réalisé lors de l'exercice précédent.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel consolidé s'est élevé à 3,9 millions de dollars, ou 6,7 % des ventes, pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, soit un recul de 0,4 % des ventes, par rapport à celui de 3,9 millions de dollars, ou 7,1 % des ventes, réalisé lors de l'exercice précédent. Cette situation est attribuable à une diminution de la marge brute en partie contrebalancée par une baisse des frais de vente et d'administration, comme il est expliqué plus haut.

Pour les six premiers mois clos le 30 septembre 2012, le résultat opérationnel consolidé s'est élevé à 8,9 millions de dollars, ou 7,3 % des ventes, comparativement à 9,0 millions de dollars, ou 7,7 % des ventes, lors de l'exercice précédent. Le recul du résultat opérationnel, tant en dollars qu'en pourcentage des ventes, est attribuable à une hausse de la charge relative à la rémunération fondée sur des actions, comme il est expliqué plus haut.

Frais financiers

Les frais financiers se sont élevés respectivement à 0,9 million de dollars et 1,9 million de dollars pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2012, alors qu'ils avaient totalisé 0,9 million de dollars et 1,8 million de dollars, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation des frais financiers depuis le début de l'exercice reflète la hausse de la charge de désactualisation au titre des intérêts sur des prêts plus considérables des autorités gouvernementales et l'incidence négative des ajustements au taux d'actualisation. Ces frais ont été en partie contrebalancés par une augmentation des intérêts créditeurs attribuable au produit en espèces obtenu de la transaction de vente.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, la charge d'impôt sur le résultat s'est chiffrée à 0,2 million de dollars, comparativement à 0,5 million de dollars lors de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, la charge d'impôt sur le résultat se chiffre à 1,2 million de dollars, comparativement à 1,5 million de dollars lors de la même période l'an dernier.

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2012, le taux d'imposition effectif de la Société s'est établi à 17,1 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 26,0 % prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif reflète l'incidence favorable de différences permanentes (0,3 million de dollars) qui a été en partie contrebalancée par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,1 million de dollars). Il comprend également une réduction des passifs d'impôt différé du fait de changements relatifs à des questions de vérification fiscale (0,4 million de dollars).

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2011, le taux d'imposition effectif de la Société s'était établi à 20,2 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 26,9 % prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif reflète l'incidence favorable de différences permanentes (0,3 million de dollars) et d'ajustements d'impôt différé avantageux (0,2 million de dollars), en partie contrebalancés par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,1 million de dollars).

La baisse du taux d'imposition canadien combiné de la Société prévu par la loi cette année, par rapport à l'exercice précédent, reflète essentiellement la réduction du taux d'imposition fédéral sur le résultat des sociétés au Canada.

Résultat net

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2012, le résultat net découlant des activités poursuivies de la Société s'élève respectivement à 2,7 millions de dollars, ou 4,7 % des ventes, et 5,7 millions de dollars, ou 4,7 % des ventes, comparativement à un résultat net de 2,5 millions de dollars, ou 4,5 % des ventes, et 5,8 millions de dollars, ou 4,9 % des ventes, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Le résultat net pour le trimestre et depuis le début de l'exercice comprend le résultat net découlant des activités abandonnées du trimestre et de la période de six mois clos le 30 septembre 2012 de 110,0 millions de dollars et 113,3 millions de dollars, respectivement, comparativement à

2,3 millions de dollars et 4,8 millions de dollars lors des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Le résultat net des activités abandonnées pour le trimestre et depuis le début de l'exercice comprend un gain net de 107,1 millions de dollars réalisé sur la transaction de vente, comme il est expliqué plus haut (se reporter à la Note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Six mois clos</u>	
	<u>les 30 septembre</u>		<u>les 30 septembre</u>	
	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Résultat net découlant des activités poursuivies (000 \$)	2 724	2 481	5 749	5 768
Résultat net découlant des activités abandonnées (000 \$)	110 000	2 331	113 258	4 841
Résultat net (000 \$)	112 724	4 812	119 007	10 609
Bénéfice par action – de base (\$)	3,68	0,16	3,90	0,35
Bénéfice par action – dilué (\$)	3,64	0,16	3,86	0,35
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies – de base et dilué (\$)	0,09	0,08	0,19	0,19

Le bénéfice par action de base est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 30 537 527 pour la période de six mois close le 30 septembre 2012 et de 30 302 586 pour la période correspondante de l'exercice précédent, alors que le bénéfice par action dilué est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 30 823 914 pour les six premiers mois de l'exercice en cours et de 30 664 142 pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation du nombre d'actions ordinaires en circulation, depuis le début de l'exercice, est essentiellement attribuable à l'émission de 353 538 actions ordinaires (la totalité au deuxième trimestre) aux termes du régime d'options sur actions de la Société et à l'émission de 20 507 actions ordinaires aux termes du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société (se reporter à la Note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

Le 8 novembre 2012, soit à la date de cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, la Société comptait 30 825 967 actions ordinaires et 939 839 options sur actions en circulation dont la durée moyenne pondérée avant l'échéance était de 3,1 années.

Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2012, l'appréciation du dollar canadien, par rapport à la devise américaine, a eu une incidence négative sur les gains réalisés par la Société lors de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, tandis qu'elle a eu un impact positif sur le montant net des gains résultant de l'évaluation à leur juste valeur des instruments financiers dérivés de la Société, ainsi que sur le montant net des gains réalisés sur la couverture des investissements nets dans les établissements américains. De plus, la baisse du taux d'actualisation servant à déterminer les obligations au titre des régimes à prestations définies de la Société a eu des répercussions négatives sur le montant net des pertes actuarielles. Ces

fluctuations ont eu un impact sur le CAERG de la Société et sur le résultat global connexe pour les mêmes périodes.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers. À la suite de la transaction de vente réalisée le 31 août 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 291,2 millions de dollars au 30 septembre 2012, comparativement à 62,0 millions de dollars au 31 mars 2012, dont 89,0 millions de dollars avaient été investis dans des dépôts à court terme (39,9 millions de dollars au 31 mars 2012). Le reste de la trésorerie et des équivalents de trésorerie était détenu dans des comptes de placement auprès de trois banques à charte canadienne et leurs filiales et succursales américaines faisant partie du syndicat bancaire de la Société.

En mars 2011, la Société a renouvelé et augmenté sa facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité de crédit permet à la Société et ses filiales d'emprunter jusqu'à 150 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, et viendra à échéance en mars 2016 (se reporter à la Note 12 des états financiers consolidés intermédiaires résumés). Elle comprend également une clause accordéon qui permet de l'augmenter jusqu'à 225 millions de dollars pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Immédiatement après la transaction de vente, la Société a effectué un remboursement partiel de 37,5 millions de dollars US (37,0 millions de dollars) sur le montant prélevé sur la facilité de crédit. Par conséquent, au 30 septembre 2012, seule une somme de 21,6 millions de dollars (22,0 millions de dollars US) avait été prélevée sur la facilité de crédit de la Société, comparativement à 59,4 millions de dollars (59,5 millions de dollars US) au 31 mars 2012. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible et du niveau prévu de ses dépenses en immobilisations et de ses résultats, la direction ne prévoit pas être confrontée à un risque important de liquidité dans un avenir prévisible (se reporter à la rubrique intitulée « Événement subséquent - Distribution spéciale aux actionnaires » que l'on retrouve plus loin).

Au 30 septembre 2012, la Société affichait la situation de trésorerie nette suivante calculée comme suit :

	(000 \$)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	291 226
Moins : facilité de crédit	(21 630)
Moins : impôts à payer	(51 592)
Moins : comptes fournisseurs – autres ⁽¹⁾	(6 918)
Situation de trésorerie nette	211 086

⁽¹⁾ Portion non payée des frais connexes à la transaction de vente.

Activités opérationnelles

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités poursuivies et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités opérationnelles ainsi que les flux de trésorerie de ses activités abandonnées comme suit :

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Six mois clos</u>	
	<u>les 30 septembre</u>		<u>les 30 septembre</u>	
	2012	2011	2012	2011
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
Flux de trésorerie découlant des activités poursuivies	5 992	5 554	12 963	12 744
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies	(4 585)	503	(8 600)	(7 237)
Activités opérationnelles découlant des activités abandonnées	(675)	4 277	8 273	19 160
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	732	10 334	12 636	24 667

L'augmentation de 0,4 million de dollars des flux de trésorerie découlant des activités poursuivies pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, par rapport à l'exercice précédent, s'explique essentiellement par la hausse de 0,2 million de dollars du résultat net, combinée à une diminution de 0,4 million de dollars du recouvrement d'impôt différé, en partie contrebalancées par une baisse de 0,3 million de dollars de la charge d'amortissement. Pour la période de six mois close le 30 septembre 2012, l'augmentation de 0,2 million de dollars des flux de trésorerie provenant des activités poursuivies, par rapport à la même période de l'exercice précédent, reflète la diminution de 0,5 million de dollars du recouvrement d'impôt différé et la hausse de 0,2 million de dollars de la charge de désactualisation au titre des intérêts et des ajustements au taux d'actualisation expliqués plus haut, en partie contrebalancées par une baisse de 0,5 million de dollars de la charge d'amortissement.

La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies peut être résumée de la façon suivante :

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Six mois clos</u>	
	<u>les 30 septembre</u>		<u>les 30 septembre</u>	
	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>
	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>
Comptes clients	2 548	(3 078)	5 350	4 367
Stocks	(128)	(2 982)	(3 571)	(6 212)
Facturations progressives	(1 438)	(2 191)	(4 342)	(6 102)
Impôts à payer et à recevoir	(770)	1 859	(2 920)	3 142
Comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres, et autres passifs (désignés comme « Comptes fournisseurs »)	(3 111)	3 657	(1 865)	(4 820)
Impact des fluctuations du taux de change	(1 236)	1 764	(748)	1 655
Autres	(450)	1 474	(504)	733
	(4 585)	503	(8 600)	(7 237)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2012, la diminution des comptes clients et des comptes fournisseurs est attribuable à une baisse du volume des ventes au deuxième trimestre, qui est habituellement le trimestre qui enregistre le volume le moins élevé de l'exercice en raison de la période des vacances et des arrêts de production dans les usines, ainsi qu'à une diminution du taux de change de clôture \$ US/\$ CA utilisé pour la conversion des comptes clients et des comptes fournisseurs libellés en dollars américains. La réduction des facturations progressives découle principalement d'une composition du carnet de commandes fermes plus considérable dans le secteur commercial que dans le secteur militaire, de même que d'une diminution du carnet de commandes lié à certains programmes militaires. L'augmentation des stocks, qui provient pour l'essentiel du premier trimestre, reflète l'accroissement anticipé des cadences de production pour les trimestres à venir dans le secteur commercial. La réduction des impôts à payer et à recevoir pour la période de six mois close le 30 septembre 2012, reflète principalement le paiement final des impôts effectué au premier trimestre pour l'exercice 2012.

Pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2011, l'augmentation des comptes clients et des comptes fournisseurs était principalement attribuable à l'application d'un taux de change de clôture \$ US/\$ CA plus élevé, par rapport au 30 juin 2011, aux fins de conversion des comptes clients et des comptes fournisseurs libellés en dollars américains. L'augmentation reflétait également l'accroissement du volume des ventes livré durant le dernier mois du trimestre. Après les six premiers mois, l'incidence de la hausse du taux de change de clôture \$ US/\$ CA avait été contrebalancée par une diminution des comptes clients et des comptes fournisseurs essentiellement attribuable à une baisse du volume des ventes au deuxième trimestre, comparativement au quatrième trimestre de l'exercice précédent qui est, historiquement, le meilleur trimestre de l'exercice. La hausse des stocks au deuxième trimestre et pour les six premiers mois de l'exercice était liée à l'augmentation des cadences de production dans le secteur de l'aérospatiale commerciale, tandis que la réduction des facturations progressives découlait principalement d'une diminution du carnet de commandes fermes pour les trains d'atterrissage

sur le marché secondaire dans le secteur militaire qui reflétait une baisse des besoins des clients sur ce marché.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se résument comme suit :

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Six mois clos</u>	
	<u>les 30 septembre</u>		<u>les 30 septembre</u>	
	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>
	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>
Acquisition d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾	(2 972)	(3 845)	(6 443)	(8 135)
Diminution (augmentation) d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net ⁽¹⁾	607	(3 838)	(2 501)	(5 699)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾	88	3	92	17
Produit net de la vente découlant des activités abandonnées	272 796	-	272 796	-
Activités d'investissement découlant des activités abandonnées	(2 919)	(645)	(4 294)	(2 219)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	267 600	(8 325)	259 650	(16 036)

⁽¹⁾ Des activités poursuivies.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles liées aux activités poursuivies présentées ci-haut peuvent être rapprochées comme suit :

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Six mois clos</u>	
	<u>les 30 septembre</u>		<u>les 30 septembre</u>	
	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>
	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>
Acquisition d'immobilisations corporelles	4 012	1 811	6 207	5 054
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs – autres à la fin de la période	(262)	2 034	1 014	3 081
Machinerie et équipement acquis par le biais de contrats de location-financement	(778)	-	(778)	-
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	2 972	3 845	6 443	8 135

Pour le trimestre et depuis le début de l'exercice, les acquisitions d'immobilisations corporelles des activités poursuivies se sont élevées respectivement à 4,0 millions de dollars et 6,2 millions de dollars (1,8 million de dollars et 5,1 millions de dollars lors du précédent exercice). Elles comprennent des investissements effectués dans notre laboratoire d'essais d'ingénierie afin de

répondre aux exigences des nouveaux programmes de développement de même que des dépenses en capital pour des projets d'entretien normal. Il est prévu que les dépenses en immobilisations des activités poursuivies pour l'exercice en cours s'élèveront à environ 15 millions de dollars.

L'augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée représente essentiellement les coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme, principalement pour des programmes de conception de jets d'affaires. Les ventes liées à certains de ces programmes devraient commencer au cours du prochain exercice financier et augmenteront progressivement au cours des cinq années suivantes.

Le produit net de la vente des activités abandonnées est lié à la transaction de vente et comprend le produit de la vente obtenu en espèces, déduction faite de la réduction des obligations au titre des contrats de location-financement et des frais de transactions déboursés. La charge d'impôt sur le résultat liée à la transaction de vente sera principalement payée durant le trimestre en cours du présent exercice, et le solde restant sera réglé en mai 2013. En ce qui a trait à la portion non payée des frais de la transaction de vente, elle sera réglée durant le trimestre en cours du présent exercice.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Six mois clos</u>	
	<u>les 30 septembre</u>	<u>les 30 septembre</u>	<u>les 30 septembre</u>	<u>les 30 septembre</u>
	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>
	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>
Augmentation de la dette à long terme	-	1 783	-	3 276
Remboursement de la dette à long terme	(37 715)	(792)	(40 438)	(1 529)
Émission d'actions ordinaires	1 794	81	1 879	1 113
Activités de financement découlant des activités abandonnées	(1 521)	(570)	(3 208)	(1 630)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(37 442)	502	(41 767)	1 230

Au cours du trimestre et depuis le début de l'exercice, le remboursement de la dette à long terme comprend le remboursement partiel de 37,5 millions de dollars US (37,0 millions de dollars) sur le montant prélevé sur la facilité de crédit, à la suite de la transaction de vente. Cette année, tout comme lors de l'exercice précédent, le remboursement de la dette à long terme comprend également le remboursement planifié de prêts des autorités gouvernementales, de contrats de location-financement pour de la machinerie et de l'équipement ainsi que d'un billet.

Pour les périodes de trois et six mois closes le 30 septembre 2011, l'augmentation de la dette à long terme reflétait l'obtention de nouveaux prêts des autorités gouvernementales visant à soutenir les coûts de développement liés à des contrats à long terme.

Au cours du trimestre et de la période de six mois clos le 30 septembre 2012, la Société a émis 353 538 actions ordinaires (la totalité au deuxième trimestre) à la suite de l'exercice d'options sur actions pour une contrepartie totale en espèces de 1 711 000 \$. La Société a également émis 9 414 et 20 507 actions ordinaires, respectivement, en vertu du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société (le « régime d'achat d'actions ») pour une contrepartie totale en espèces de 83 000 \$ et 168 000 \$. Lors des périodes correspondantes de l'exercice précédent, la Société avait émis 200 323 actions ordinaires (la totalité au premier trimestre) à la suite de l'exercice d'options sur actions pour une contrepartie totale en espèces de 954 000 \$, ainsi que 11 343 et 21 318 actions ordinaires, respectivement, en vertu de son régime d'achat d'actions pour des contreparties totales en espèces de 81 000 \$ et 159 000 \$ (voir plus loin).

Au 30 septembre 2012, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long de l'exercice 2013.

Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions

Au 30 septembre 2012, la Société comptait 30 816 415 actions ordinaires en circulation (30 442 370 au 31 mars 2012).

Au cours du trimestre et de la période de six mois clos le 30 septembre 2012, la Société a émis respectivement 362 952 et 374 045 actions ordinaires à des prix moyens pondérés de 4,94 \$ et 5,02 \$ l'action, pour des contreparties totales en espèces de 1 794 000 \$ et 1 879 000 \$. Ce nombre comprend 353 538 actions ordinaires émises (la totalité au deuxième trimestre) à la suite de l'exercice d'options sur actions pour une contrepartie totale en espèces de 1 711 000 \$. La juste valeur initiale de ces options sur actions, totalisant 503 000 \$, a été créditée au capital émis de la Société et débitée du surplus d'apport durant le trimestre clos le 30 septembre 2012. Les 9 414 et 20 507 actions ordinaires restantes, respectivement, ont été émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société pour des contreparties totales en espèces de 83 000 \$ et 168 000 \$.

Au cours du trimestre et de la période de six mois clos le 30 septembre 2011, la Société avait émis 200 323 actions ordinaires (la totalité au premier trimestre) à la suite de l'exercice d'options sur actions à un prix moyen pondéré de 4,76 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 954 000 \$. La Société avait également émis 11 343 et 21 318 actions ordinaires, respectivement, aux termes de son régime d'achat d'actions à des prix moyens pondérés de 7,13 \$ et 7,45 \$ l'action, pour des contreparties totales en espèces de 81 000 \$ et 159 000 \$.

Au cours du trimestre et de la période de six mois close le 30 septembre 2012, aucune option sur actions n'a été attribuée (235 000 et 242 000 respectivement lors de l'exercice précédent), tandis que 353 538 options sur actions ont été exercées, la totalité au deuxième trimestre (200 323 lors de l'exercice précédent, la totalité au premier trimestre) et 111 900 options sur actions ont été annulées, la totalité au deuxième trimestre (aucune option sur actions n'avait été annulée au cours du deuxième trimestre et des six premiers mois du précédent exercice).

Au 30 septembre 2012, 945 906 options sur actions étaient en circulation. Ces options, dont la durée moyenne pondérée avant échéance était de 3,2 années, étaient assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 6,82 \$ l'action (se reporter à la Note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

L'an dernier, au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, le nombre total d'actions réservées à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes du régime d'options sur actions et du régime d'achat d'actions a été remis à niveau en raison du nombre limité d'actions ordinaires encore disponibles en vertu de ces régimes et par suite de l'approbation des actionnaires de la Société lors de l'assemblée générale annuelle et extraordinaire qui a eu lieu le 4 août 2011. Le nombre total d'actions ordinaires disponibles à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes de ces régimes, immédiatement après l'approbation des actionnaires de la Société, s'établissait comme suit :

Actions ordinaires	Régime d'options d'achat d'actions	Régime d'achat d'actions	Nombre total d'actions ordinaires
Nombre total d'actions	2 808 258	340 000	3 148 257

Au 30 septembre 2012, 2 431 386 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'options sur actions et 288 247 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'achat d'actions.

Régime de droits à la plus-value d'actions (« DPVA ») et régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Au 30 septembre 2012, de manière cumulative, 92 200 DPVA, devant venir à échéance à diverses dates entre les exercices 2014 et 2016, étaient encore en cours à une valeur attribuée moyenne pondérée de 6,99 \$. Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2012, 32 500 DPVA ont été exercés et 5 800 ont été annulés (la totalité au deuxième trimestre). En août 2010, le régime de DPVA a été remplacé par un régime d'UAD.

Au 30 septembre 2012, de manière cumulative, 47 871 UAD étaient en circulation (37 718 l'an dernier). Durant le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2012, 18 243 UAD ont été émises par la Société, la totalité au deuxième trimestre (22 547 et 37 718 UAD en 2011) et 8 090 UAD ont été exercées, la totalité au deuxième trimestre.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2012, la charge au titre des DPVA s'est élevée respectivement à 634 000 \$ et 524 000 \$ (reprise de la charge de 82 000 \$ et 187 000 \$ en 2011), tandis que la charge au titre des UAD s'est chiffrée respectivement à 336 000 \$ et 322 000 \$ (91 000 \$ et 216 000 \$ en 2011) (se reporter à la Note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

Bilans consolidés

Le tableau qui suit fournit un rapprochement des variations survenues dans les bilans consolidés entre le 31 mars 2012 et le 30 septembre 2012, en supposant que tous les éléments se rattachant aux activités vendues ont été reclassés en date du 31 mars 2012 comme détenus en vue de la vente :

	31 mars 2012		30 sept. 2012		Variation	Référence
	Consolidé	Détenu en vue de la vente	Ajusté ⁽¹⁾			
	000 \$	000 \$	000 \$	000 \$	000 \$	
ACTIF						
Actif à court terme						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	62 007	-	62 007	291 226	229 219	A
Comptes clients	59 677	(17 153)	42 524	37 174	(5 350)	B
Impôts à recevoir	1 500	(1 500)	-	-	-	
Stocks	135 323	(30 915)	104 408	107 979	3 571	C
Instruments financiers dérivés	6 471	-	6 471	6 922	451	
Autres actifs à court terme	16 492	(2 467)	14 025	14 908	883	
Total de l'actif à court terme	281 470	(52 035)	229 435	458 209	228 774	
Immobilisations corporelles, montant net	153 208	(74 785)	78 423	78 279	(144)	
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	24 514	(2 688)	21 826	24 105	2 279	D
Instruments financiers dérivés	3 236	-	3 236	2 012	(1 224)	
Goodwill	36 068	(16 986)	19 082	19 008	(74)	
Actif détenu en vue de la vente	611	146 494	147 105	611	(146 494)	E
Total de l'actif	499 107	-	499 107	582 224	83 117	
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif à court terme						
Comptes fournisseurs et charges à payer	56 319	(15 478)	40 841	41 430	589	
Comptes fournisseurs – autres	3 010	(100)	2 910	8 914	6 004	F
Provisions	12 157	(2 206)	9 951	11 183	1 232	
Facturations progressives	16 393	(4 846)	11 547	9 021	(2 526)	G
Impôts à payer	2 381	576	2 957	51 592	48 635	H
Instruments financiers dérivés	827	-	827	1 126	299	
Tranche à court terme de la dette à long terme	10 867	(4 364)	6 503	6 050	(453)	I
Passif directement associé aux actifs d'un groupe à céder classé comme détenu en vue de la vente	-	51 006	51 006	-	(51 006)	E
Total du passif à court terme	101 954	24 588	126 542	129 316	2 774	
Dette à long terme	108 249	(14 846)	93 403	54 430	(38 973)	I
Provisions	4 866	-	4 866	5 272	406	
Facturations progressives	7 512	(953)	6 559	4 744	(1 815)	G
Instruments financiers dérivés	2 700	-	2 700	717	(1 983)	
Passifs d'impôt différé	17 071	(8 789)	8 282	10 156	1 874	
Autres passifs	12 788	-	12 788	13 768	980	
Total du passif	255 140	-	255 140	218 403	(36 737)	
Capitaux propres						
Capital émis	102 202	-	102 202	104 584	2 382	J
Surplus d'apport	3 059	-	3 059	2 491	(568)	
Cumul des autres éléments du résultat global	2 515	800	3 315	3 677	362	
Cumul des autres éléments du résultat global directement associé aux actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	(800)	(800)	-	800	
Résultats non distribués	136 191	-	136 191	253 069	116 878	K
Capitaux propres	243 967	-	243 967	363 821	119 854	
Total du passif et des capitaux propres	499 107	-	499 107	582 224	83 117	

⁽¹⁾ Ajusté pour tenir compte des éléments détenus en vue de la vente associés aux activités vendues (transaction de vente).

La section qui suit fournit les explications des variations survenues dans les bilans des activités poursuivies entre le 31 mars 2012 et le 30 septembre 2012 (voir la référence dans le tableau qui précède) :

- A- L'augmentation de 229,2 millions de dollars est principalement attribuable au produit de la transaction de vente de 298,1 millions de dollars, obtenu essentiellement en espèces, déduction faite du remboursement de dettes connexes de 54,0 millions de dollars et des frais engagés pour la transaction. Se reporter aux états des flux de trésorerie consolidés pour l'information détaillée.
- B- La diminution de 5,4 millions de dollars est attribuable à un recul des ventes au deuxième trimestre de l'exercice en cours, par rapport au quatrième trimestre du précédent exercice, combiné à l'incidence de l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA moins élevé aux fins de conversion des comptes clients libellés en dollars américains, comparativement au 31 mars 2012 (impact de 0,4 million de dollars).
- C- La hausse reflète l'accroissement anticipé des cadences de production pour les trimestres à venir dans le secteur commercial, en partie contrebalancé par l'incidence de l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA moins élevé aux fins de conversion des stocks des établissements américains, comparativement au 31 mars 2012 (impact de change de 0,4 million de dollars).
- D- La variation de 2,3 millions de dollars reflète l'augmentation des coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme (2,6 millions de dollars) et des coûts de logiciels (0,1 million de dollars), déduction faite de l'amortissement du carnet de commandes (0,1 million de dollars) et de l'amortissement des logiciels (0,3 million de dollars).
- E- La baisse reflète les actifs cédés ainsi que le passif pris en charge par le vendeur, à la suite de la transaction de vente.
- F- L'augmentation de 6,0 millions de dollars reflète la portion non payée des frais de transaction se rattachant à la transaction de vente (6,9 millions de dollars) en partie contrebalancée par la diminution de la portion non payées des acquisitions d'immobilisations corporelles (0,9 million de dollars).
- G- La baisse de 4,3 millions de dollars des facturations progressives à court et à long terme reflète essentiellement une composition du carnet de commandes fermes plus considérable dans le secteur commercial que dans le secteur militaire, de même qu'une réduction du carnet de commandes lié à certains programmes militaires. La baisse traduit également l'incidence de l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA moins élevé aux fins de conversion des facturations progressives des établissements américains libellés en dollars américains, par rapport au 31 mars 2012 (impact de change de 0,1 million de dollars).
- H- L'augmentation des impôts à payer reflète principalement l'incidence de la transaction de vente.
- I- La diminution de 39,4 millions de dollars de la dette à court et à long terme reflète le remboursement partiel de 37,5 millions de dollars US (37,0 millions de dollars) du montant prélevé sur la facilité de crédit et le remboursement d'autres dettes à long terme (3,5 millions de dollars), déduction faite de la désactualisation des intérêts sur des prêts des autorités gouvernementales (0,9 million de dollars) et de l'amortissement des frais de financement différés liés à la facilité de crédit (0,2 million de dollars).

J- L'augmentation de 2,4 millions de dollars représente les actions ordinaires émises aux termes du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société (0,2 million de dollars) et à la suite de l'exercice d'options sur actions (2,2 millions de dollars).

K- L'augmentation de 116,9 millions de dollars reflète le résultat net de la Société pour la période close le 30 septembre 2012, en partie contrebalancé par l'incidence négative de la baisse du taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies pour la même période.

En date du 30 septembre 2012 et du 31 mars 2012, le ratio du fonds de roulement de la Société, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le ratio de la dette à long terme/capitaux propres et le ratio de la dette nette/capitaux propres⁽¹⁾ s'établissaient comme suit :

	30 septembre 2012	31 mars 2012
Ratio du fonds de roulement	3,54:1	2,76:1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	291,2 M\$	62,0 M\$
Ratio de la dette à long terme/capitaux propres	0,15:1	0,44:1
Ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾	(0,63:1)	0,23:1

(1) : Se définit comme la dette à long terme (incluant la tranche à court terme) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

Aide gouvernementale

Durant le trimestre clos le 30 septembre 2012, la Société a enregistré, à titre de réduction du coût des ventes, un montant de 0,6 million de dollars (0,8 million de dollars lors de l'exercice précédent) et, à titre de réduction des dépenses en immobilisations ou coûts de développement capitalisés, un montant de 0,9 million de dollars (0,2 million de dollars lors de l'exercice précédent) en aide gouvernementale. Depuis le début de l'exercice, la Société a enregistré, à titre de réduction du coût des ventes, un montant de 1,1 million de dollars (1,2 million de dollars lors de l'exercice précédent) et, à titre de réduction des dépenses en immobilisations ou coûts de développement capitalisés, un montant de 1,3 million de dollars (1,4 million de dollars lors de l'exercice précédent), en aide gouvernementale.

Cette aide gouvernementale comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement et d'autres crédits d'impôt liés principalement aux coûts de développement rattachés à des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale.

Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels

En date du 30 septembre 2012, la Société était partie à des contrats de location simple d'une valeur totale de 1,4 million de dollars portant sur des installations. Ces sommes sont payables au cours du présent exercice financier et des six prochains. Par ailleurs, la valeur totale des engagements contractuels de la Société au titre de l'acquisition d'installations, de machinerie et d'équipement se chiffrait à 0,2 million de dollars (se reporter à la Note 16 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

La juste valeur des instruments financiers dérivés présentée dans les bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités contractuelles de l'instrument dérivé et les facteurs des données observables de marché externe, comme les taux d'intérêt, les taux de change et les facteurs de prix et de volatilité, s'il y a lieu. Ils tiennent également compte de la qualité du crédit des instruments financiers sous-jacents.

Au 30 septembre 2012, la Société avait des contrats de change à terme avec des banques à charte canadienne pour la vente de 136,3 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0498 (dollar canadien par rapport au dollar américain). Ces contrats, qui ont trait en grande partie aux ventes à l'exportation de la Société, viennent à échéance à divers moments entre le mois d'octobre 2012 et le mois de mars 2016, mais principalement au cours du présent exercice et du prochain (se reporter à la Note 10 des états financiers consolidés intermédiaires résumés). À titre comparatif, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 145,3 millions de dollars US en date du 31 mars 2012 et 164,8 millions de dollars US en date du 30 septembre 2011. Ces contrats étaient respectivement assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,0620 et de 1,0742.

Aux 30 septembre 2012 et 31 mars 2012, la Société était également partie à des contrats de change à terme pour la vente de 4,7 millions de dollars US à un taux moyen pondéré de 1,2262 (dollar canadien par rapport au dollar américain). Ces contrats visent à couvrir le risque de change associé à certains dérivés incorporés et viendront tous à échéance au cours de l'exercice financier 2014. Au 30 septembre 2011, ces contrats totalisaient 5,5 millions de dollars US à un taux moyen pondéré de 1,2292.

En mars 2011, à la suite du renouvellement de la facilité de crédit de la Société, et dans le but de limiter l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt sur une portion de sa dette à long terme libellée en dollars US, conformément à sa politique de gestion des risques, la Société a conclu trois ententes de swaps de taux d'intérêt pour un montant total de 40 millions de dollars US. Les ententes, qui fixent le TIOL américain à 3,90 % pour un montant de 20 millions de dollars US et à 3,91 % pour des montants totalisant 20 millions de dollars US, viendront à échéance en décembre 2015.

En août 2012, à la suite de la transaction de vente et du remboursement de certaines dettes, la Société a racheté deux des trois ententes de swaps de taux d'intérêt en vigueur, représentant un montant nominal total de 30 millions de dollars US, pour un coût total de 1,7 million de dollars qui a été comptabilisé à titre de frais de transaction imputés à la transaction de vente. Par conséquent, au 30 septembre 2012, la Société ne détenait plus qu'une seule entente de swaps de

taux d'intérêt qui fixait le TIOL américain à 3,90 % pour un montant nominal de 10 millions de dollars US.

En septembre 2012, la Société a conclu un tunnel de taux qui lui permet, le 30 novembre 2012, de vendre 90 millions de dollars US à un taux minimum de 0,96 (dollar canadien par rapport au dollar américain) et un taux maximum de 1,0035. Cet instrument financier dérivé est utilisé comme couverture des investissements nets dans les établissements américains.

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire uniquement avec des banques à charte canadiennes et leurs filiales ou succursales américaines ainsi qu'avec une succursale canadienne d'une banque américaine, qui sont des institutions financières de première qualité conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

En mars 2011, la Société a désigné certaines dettes à long terme comme couvertures de ses investissements nets dans les établissements américains. Cette désignation demeure en vigueur en date du 30 septembre 2012.

Événement subséquent — Distribution spéciale aux actionnaires

Le 8 novembre 2012, à la suite de la transaction de vente, le conseil d'administration de la Société a approuvé une distribution spéciale en espèces de 5,00 \$ par action payable le 19 décembre 2012 aux actionnaires inscrits le 20 novembre 2012. Le conseil d'administration a déterminé qu'il était approprié de procéder à cette distribution spéciale aux actionnaires, à la suite de la transaction de vente dont il est fait mention plus haut, et que la situation financière de la Société demeurerait saine après cette distribution spéciale, compte tenu, entre autres, des dépenses en capital et autres investissements prévus, ainsi que des résultats anticipés de la Société.

Afin de mettre en oeuvre la distribution spéciale, le conseil d'administration a convoqué une réunion extraordinaire des actionnaires qui se tiendra le 18 décembre 2012 afin de se pencher sur l'adoption d'une résolution spéciale visant à réduire le montant du capital émis de la Société de 2,70 \$ par action. Le conseil d'administration a également déclaré un dividende spécial en espèces d'un montant équivalent à la différence entre 5,00 \$ par action et le montant par action de la réduction du capital qui sera approuvé par les actionnaires lors de la réunion, le cas échéant.

Sur une base pro forma, en date du 30 septembre 2012, en tenant compte de la distribution spéciale en espèces aux actionnaires de 5,00 \$ par action qui totalisera approximativement 160,0 millions de dollars (considérant jusqu'à 32 millions d'actions ordinaires) et en supposant que la distribution spéciale sera constituée d'une réduction du capital émis de 2,70 \$ par action (\$86,4 millions de dollars) et d'un dividende de 2,30 \$ par action (73,6 millions de dollars), le ratio du fonds de roulement de la Société, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le ratio de la dette à long terme/capitaux propres et le ratio de la dette nette/capitaux propres s'établissent comme suit :

	Base pro forma 30 sept. 2012⁽²⁾	Réel 30 sept. 2012
Ratio du fonds de roulement	3,08:1	3,54:1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	51,1 M\$	291,2 M\$
Ratio de la dette à long terme/capitaux propres	0,16:1	0,15:1
Ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾	(0,06:1)	(0,63:1)

(1): Se définit comme la dette à long terme (incluant la tranche à court terme) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

(2): Déduction faite de la facilité de crédit utilisée, de même que de l'impôt sur le résultat et des frais connexes à payer relativement à la transaction de vente.

Conjoncture financière et économique

L'amélioration modeste de l'économie mondiale continue d'avoir des répercussions positives sur la plupart des marchés stratégiques de la Société. Dans le marché des gros porteurs commerciaux, les fabricants augmentent comme prévu la cadence de production de leurs programmes d'envergure, une dynamique qui devrait se poursuivre jusqu'à l'année civile 2014, tandis que la hausse des bénéfices des entreprises devrait stimuler le marché des jets d'affaires. Entre-temps, l'incertitude persiste sur le marché de l'aérospatiale militaire, alors que les gouvernements tentent de résorber leur déficit. L'économie demeure fragile en raison de la situation de la dette de plusieurs pays et de l'instabilité géopolitique dans certaines régions. En conséquence, Héroux-Devtek continue à surveiller de près sa stratégie et sa gestion du risque.

Bien que le carnet de commandes de la Société demeure bien rempli, le report ou l'annulation de commandes d'achat pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats à venir. La Société cherche à maintenir un bon équilibre dans son portefeuille entre les ventes sur les marchés de l'aérospatiale commerciale et militaire, de même qu'entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire. Cet équilibre devrait l'aider à atténuer les risques associés à un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces marchés.

En outre, les fluctuations rapides de la valeur du dollar canadien, par rapport à la devise américaine, pourraient exercer une pression supplémentaire sur les résultats à venir. Comme il est souligné à la rubrique intitulée « Perspectives », la direction continue de concentrer ses efforts sur la productivité en misant sur des initiatives d'optimisation de sa production, de réduction de ses coûts ainsi que sur sa stratégie relative aux contrats de change à terme afin de demeurer concurrentielle à l'échelle mondiale.

D'un point de vue financier, la Société dispose d'un bilan solide. À la suite de la transaction de vente conclue le 31 août 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 291,2 millions de dollars au 30 septembre 2012. La Société respecte actuellement toutes ses clauses financières restrictives et prévoit qu'il en sera de même tout au long du prochain exercice, en tenant compte de la distribution spéciale en espèces expliquée plus haut. La Société ne prévoit pas avoir de problèmes de liquidité compte tenu de sa situation de trésorerie et du fait que sa facilité de crédit bancaire lui est consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et une filiale canadienne d'une banque américaine, qui bénéficient de cotes de crédit élevées, et que les principaux clients de la Société sont des gouvernements ou des chefs de file mondiaux dans leurs domaines respectifs. Cette facilité de crédit a été renouvelée et augmentée au cours de l'exercice financier 2011 et viendra à échéance en mars 2016.

Compte tenu des éléments ci-dessus, la Société maintient ses perspectives à court terme (se reporter à la rubrique ci-après intitulée « Perspectives ») et n'entrevoit actuellement aucun facteur important à court terme susceptible de compromettre le cours de ses activités. Cela dit, et sachant que la Société œuvre, en partie, dans des secteurs qui sont sensibles à la volatilité économique, la direction continuera à faire preuve de prudence (se reporter aux rubriques ci-après intitulées « Risques et incertitudes » et « Perspectives »).

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

Les normes publiées, mais non encore en vigueur, susceptibles de s'appliquer à la Société sont les suivantes :

IFRS 9, Instruments financiers

Le 12 novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, première étape de son projet visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de classes d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés dans l'IAS 39. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation. Cette norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2015, et l'application anticipée est permise. La Société évalue présentement l'incidence que l'adoption de cette norme aura sur ses états financiers consolidés.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une

source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. Cette norme sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2013, et l'application anticipée est permise. La Société adoptera cette norme à compter de l'exercice ouvert le 1er avril 2013, et considère que cette nouvelle norme aura une incidence minimale sur ses états financiers consolidés.

IAS 1, Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. Le principal changement découlant des modifications apportées à l'IAS 1 est l'exigence de regrouper au poste Autres éléments du résultat global (« AERG ») les éléments susceptibles d'être reclassés à l'état des résultats. Les modifications confirment également les exigences existantes selon lesquelles les éléments figurant dans les AERG et le résultat net doivent être présentés dans un seul état ou dans deux états consécutifs. La version modifiée de l'IAS 1 entrera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1er avril 2013, et l'application anticipée est permise. La Société adoptera cette norme à compter de l'exercice ouvert le 1er avril 2013, et considère que cette nouvelle norme aura une incidence sur la présentation de son état du résultat global consolidé, sans toutefois avoir d'incidence sur les autres éléments du résultat global.

IAS 19, Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a apporté des modifications à l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Parmi les changements, les modifications exigent que les entités calculent la composante coût de capitalisation des régimes à prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi aux obligations nettes au titre des avantages postérieurs à l'emploi (habituellement, la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies diminuée de la juste valeur des actifs du régime). Cette modification devrait entraîner une hausse du coût de capitalisation net pour la Société. En outre, les modifications apportées à l'IAS 19 apportent de nouvelles exigences en matière d'information à fournir sur les régimes à prestations définies, notamment des informations additionnelles sur les caractéristiques des régimes à prestations définies et les risques auxquels les entités sont exposées du fait de leur participation à ces régimes. La version modifiée de l'IAS 19 entrera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1er avril 2013, et l'application anticipée est permise. La Société adoptera cette norme à compter de l'exercice ouvert le 1er avril 2013. L'incidence de cette nouvelle norme, si elle est appliquée aux résultats de la Société pour le semestre clos le 30 septembre 2012, serait l'augmentation de 218 000 \$ de la charge de retraite (159 000 \$ déduction faite de la charge d'impôt).

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière.

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière durant le trimestre clos le 30 septembre 2012 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

RISQUES ET INCERTITUDES

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels soumis à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats opérationnels. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux énumérés ci-après.

- Dépendance envers des clients importants
- Disponibilité et prix des matières premières
- Risques opérationnels
- Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique
- Conjoncture économique
- Dépenses d'ordre militaire
- Fluctuations des devises
- Situation de trésorerie et accès à des sources de financement
- Clauses restrictives
- Fluctuation des taux d'intérêt
- Environnement commercial externe
- Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie
- Questions d'ordre environnemental
- Conventions collectives
- Main-d'œuvre qualifiée
- Obligations au titre des régimes de retraite

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES CHOISIES

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	Exercice 2013		Exercice 2012				Exercice 2011	
	30 sept. 2012	30 juin 2012	31 mars 2012	31 déc. 2011	30 sept. 2011	30 juin 2011	31 mars 2011	31 déc. 2010
Taux de change moyen utilisé pour convertir les revenus (ventes) et les charges ⁽¹⁾ (\$ CA/équivalent 1 \$ US)	0,9948	1,0102	1,0012	1,0231	0,9802	0,9676	0,9860	1,0128
Ventes des activités poursuivies	57 684	63 780	74 784	61 988	55 464	61 292	67 960	57 993
BAlIA des activités poursuivies	6 972	8 253	11 412	10 239	7 300	8 496	9 118	9 064
Résultat net découlant des activités poursuivies	2 724	3 025	5 602	4 505	2 481	3 287	3 054	2 958
Résultat net	112 724	6 283	8 962	6 910	4 812	5 797	7 992	5 165
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies (\$) – de base	0,09	0,10	0,20	0,13	0,08	0,11	0,10	0,10
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies (\$) - dilué	0,09	0,10	0,20	0,13	0,08	0,11	0,10	0,10
Bénéfice par action (\$) – de base	3,68	0,21	0,29	0,23	0,16	0,19	0,26	0,17
Bénéfice par action (\$) - dilué	3,64	0,20	0,29	0,23	0,16	0,19	0,26	0,17

(1) À l'exception des contrats de change à terme.

PERSPECTIVES

Les conditions demeurent plutôt favorables dans le marché de l'aérospatiale commerciale grâce à une demande soutenue des économies en développement qui compense la mollesse des marchés matures de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Selon les plus récentes prévisions de l'IATA le marché des passagers devrait enregistrer une croissance de 5,3 % au cours de l'année civile 2012, qui sera suivie d'une progression de 4,5 % durant l'année civile 2013. Par ailleurs, le volume de fret aérien devrait fléchir de 0,4 % durant l'année civile 2012, pour ensuite croître de 2,4 % au cours de l'année civile 2013.¹

Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, les fabricants augmentent comme prévu la cadence de production de leurs programmes d'envergure, une dynamique qui devrait se poursuivre jusqu'à l'année civile 2014.² Les sociétés Boeing et Airbus prévoient ainsi toutes

¹ Source : IATA, Prévisions financières de l'industries, septembre 2012

² Sources : Communiqués de presse d'Airbus du 18 mai 2011 et du 3 février 2011. Communiqués de presse de Boeing du 15 juin 2011, du 10 janvier 2012 et du 23 octobre 2012.

deux une hausse des livraisons au cours de l'année civile 2012 par rapport à l'année précédente. En outre, leurs carnets de commandes sont bien remplis et représentent environ sept ans de production aux cadences de production actuelles.

Attestant de la reprise anticipée sur le marché des jets d'affaires, les livraisons d'avions ont progressé de 13,1 % dans la première moitié de l'année civile 2012. De plus, des sources de l'industrie anticipent une croissance soutenue sur une période de cinq ans possiblement. Les indicateurs continuent de pointer vers une reprise, alors que l'utilisation des avions affiche une légère augmentation et que le nombre d'avions usagés à vendre demeure relativement stable en proportion de l'ensemble de la flotte³.

L'incertitude persiste dans le marché de l'aérospatiale militaire alors que les gouvernements tentent de résorber leurs déficits. Aux États-Unis, le financement proposé du budget de base de la Défense pour l'exercice financier 2013 est d'environ 1 % inférieur au financement adopté pour l'exercice précédent⁴. La Société croit toutefois que son portefeuille bien diversifié dans le secteur militaire et l'équilibre qu'elle maintient entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, devraient atténuer son exposition à d'éventuelles réductions des budgets alloués à la défense.

Au 30 septembre 2012, le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 378 millions de dollars, comparativement à 385 millions de dollars trois mois plus tôt. Malgré ce carnet de commandes bien rempli et les solides relations d'affaires qu'elle entretient avec ses clients, la Société continuera d'accroître sa productivité et de réduire sa base de coûts afin de demeurer concurrentielle compte tenu du caractère de plus en plus mondial de l'industrie aérospatiale.

Il est prévu que les dépenses en immobilisations pourraient atteindre jusqu'à 15 millions de dollars au cours de l'exercice 2013. Le solide bilan de la Société et les fonds disponibles en vertu de sa facilité de crédit permettent à Héroux-Devtek d'envisager la réalisation d'autres acquisitions stratégiques susceptibles d'enrichir son portefeuille de produits et services et de lui apporter de nouvelles technologies.

En supposant que le dollar canadien demeure à parité avec la devise américaine et en tenant compte des contrats de change à terme auxquels elle est partie, la direction prévoit que les ventes des activités poursuivies de la Société enregistreront une croissance interne d'environ 5 % pour l'exercice financier qui prendra fin le 31 mars 2013.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET INFORMATION CONTINUE

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le Comité d'audit et par le conseil d'administration le 8 novembre 2012. De l'information plus récente concernant la Société est disponible sur le site Web SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

³ Sources : GAMA, JETNET, FAA, Teal Group.

⁴ Source : Communiqué de presse du département de la Défense des États-Unis publié le 13 février 2012.